



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement d'Occitanie**

Direction Écologie  
Division Milieux Marins et Côtiers

Montpellier, le **13 MAI 2022**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL N°DREAL/DMMC-34-2022-004**

**portant prescriptions particulières à déclaration en application de l'article L214-3 du  
code de l'environnement relative au dragage du port de pêche du Grau d'Agde**

**Le Préfet de l'Hérault**

**VU** la directive n°2000-60 du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive-cadre stratégie pour le milieu marin 2008/56/CE du 17 juin 2008 (DCSMM) établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin ;

**VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L214-1 à L214-6 et les articles R214-1 à R214-31 ;

**VU** l'arrêté du 9 août 2006 modifié relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 4.1.2.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet y afférent soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée Corse approuvé par le préfet de bassin le 21 mars 2022;

**VU** le dossier de déclaration déposé au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement par monsieur le Président du conseil départemental de l'Hérault, relative au dragage du port de pêche du Grau d'Agde, enregistrée le 08 mars 2022 sous le n°34-2022-00025 ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré au conseil départemental de l'Hérault par le guichet unique de l'eau de l'Hérault en date du 09 mars 2022 ;

**VU** l'avis du déclarant du 09 mai 2022 concernant les prescriptions spécifiques qui lui ont été soumises par courrier du 05 mai 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de dragage du port du Grau d'Agde sont nécessaires au maintien de ses caractéristiques nautiques, garantissant son accès par les usagers dans de bonnes conditions de navigabilité et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que ces travaux sont susceptibles de modifier temporairement la qualité des eaux à l'embouchure du fleuve Hérault et d'affecter l'environnement marin à proximité ;

**CONSIDÉRANT** que les sédiments en place présentent des propriétés granulométriques et physico-chimiques les rendant compatibles avec leur restitution dans le milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** les études et les caractéristiques techniques du projet ;

**CONSIDÉRANT** les enjeux de protection de la qualité sanitaire et écologique du milieu marin à proximité de la zone des travaux ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE I - DÉCLARATION**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION**

Il est donné acte au conseil départemental de l'Hérault, représenté par son président, ci-après dénommée le déclarant, de sa déclaration en application de l'article L214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant les travaux de dragage du port de pêche du Grau d'Agde, situé sur la commune d'Agde.

Les opérations, objet du présent arrêté, sont réalisées sous la responsabilité pleine et entière du déclarant conformément aux plans et données figurant dans le dossier de déclaration, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et de la réglementation en vigueur. Le présent arrêté doit être notifié par le déclarant aux entreprises intervenant sur le chantier.

Ces travaux entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L214-3 du Code de l'environnement. Les rubriques concernées en application de l'article R214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

N° de la rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
<b>4.1.3.0</b>	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin :  3° Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : b) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m <sup>3</sup> ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m <sup>3</sup> (D).	<b>Déclaration</b>	Arrêté du 23 février 2001 modifié

#### **ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'OPÉRATION**

Les opérations de dragages concernent les quais du port de pêche du Grau d'Agde, au sein des emprises telles que délimitées sur la carte placée en annexe 1 du présent arrêté.

Lors du dragage, les côtes maximales à atteindre sont les suivantes :

- Le long du quai béton des thoniers : **-3,50 mètres NGF**,
- Zone des pontons des petits métiers : **-2,50 mètres NGF**.

Les travaux de dragage sont autorisés pour un volume maximal de **2 000 m<sup>3</sup>**.

#### **ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES TRAVAUX**

Les sédiments sont extraits à l'aide d'une pelle mécanique stationnaire sur un ponton flottant, en appui sur des pieux. La pelle charge une barge fendable qui convoie et rejette les sédiments dans la zone dédiée à forte bathymétrie (supérieure à -7,00 m NGF), dans l'extrados du fleuve Hérault en aval côté rive droite. La zone autorisée pour le rejet est localisée en annexe 1 du présent arrêté. Les sédiments, majoritairement fins, sont emportés par le courant.

## **TITRE II – PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES**

### **ARTICLE 4 : CONFORMITÉ AU DOSSIER**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté. Toutes modifications des caractéristiques de l'installation doivent être préalablement signalées au préfet.

### **ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Le déclarant est tenu de respecter les prescriptions générales édictées dans l'arrêté du 23 février 2001, relatives aux travaux soumis à déclaration et relevant de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 6 : PÉRIODE DE TRAVAUX**

Les travaux de dragage sont réalisés en dehors de la période comprise entre le **1<sup>er</sup> mai et le 30 septembre**.

### **ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA NAVIGATION**

Des avis aux navigateurs émis par la capitainerie du port :

- signalent les difficultés éventuelles de navigation liées aux opérations de dragage ; ces difficultés sont limitées et signalées conformément à la réglementation en vigueur,
- préconisent le déplacement des bateaux à vitesse réduite et leur passage à une distance suffisante au droit de la zone de chantier,
- indiquent également l'empatement sur le plan d'eau des engins et matériels flottants liés au chantier.

Les engins nautiques sont balisés conformément à la réglementation en vigueur pour la navigation maritime.

### **ARTICLE 8 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ DU CHANTIER**

Les zones faisant l'objet des travaux sont interdites au public et la baignade y est interdite. Des panneaux signalent cette interdiction et des barrières sont disposées afin de matérialiser l'emprise du chantier.

Le maire de la commune d'Agde fait usage de son pouvoir de police des baignades en procédant par arrêté municipal aux restrictions d'usage nécessaires à la sécurité et la salubrité publique.

L'arrêté est mis à la vue du public par un affichage approprié en mairie et au droit de tous les lieux d'accès aux plages concernées. Une copie est transmise au service chargé de la police des eaux littorales ainsi qu'à la délégation départementale de l'Hérault de l'agence régionale de santé.

### **ARTICLE 9 : INFORMATION DES TRAVAUX**

Le déclarant informe le service chargé de la police des eaux littorales, au moins 15 jours avant, de son intention de commencer les travaux.

La délégation départementale de l'Hérault de l'agence régionale de santé est informée de la date effective de début et de fin des opérations de travaux.

### **ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DE LA TURBIDITÉ**

Le déclarant met en place un système d'alerte et de contrôle de la turbidité des eaux sur la zone à draguer et autour de la zone de rejet dans l'Hérault pendant toute la durée des travaux :

- les opérations de surveillance et de contrôle font l'objet d'un protocole de mesure de la qualité de l'eau permettant d'apprécier toute son évolution pendant la durée des travaux,
- la transparence de l'eau est contrôlée,
- les valeurs de référence sont établies en effectuant des mesures quotidiennes avant le début des opérations.

Le protocole inclut également les modalités d'observation du plan d'eau en vue de détecter tout panache turbide aux alentours de la zone de dragage. Les travaux sont arrêtés lorsque le taux de turbidité dépasse de **50 %** la mesure de référence.

Le protocole incluant le mode opératoire des mesures et leur localisation est transmis au moins 15 jours avant le début des travaux, pour validation, au service en charge de la police des eaux littorales.

Une synthèse des résultats de suivi est jointe au bilan global de fin des travaux.

#### **ARTICLE 11 : AUTO-SURVEILLANCE PAR LE DÉCLARANT ET L'ENTREPRISE**

L'auto-surveillance des travaux est réalisée par l'entreprise mandataire sous la responsabilité du déclarant.

L'entreprise veille par tous les moyens à limiter autant que possible l'incidence des travaux sur la qualité de la colonne d'eau ainsi que l'aire d'influence des activités du chantier.

L'entreprise enregistre chaque jour de chantier l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne exécution des travaux : date, heure de début et de fin du dragage, conditions hydrodynamiques et météorologiques, nature et volumes des matériaux extraits, gestion des macro-déchets, état d'avancement, incidents éventuels...

#### **ARTICLE 12 : PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Le stationnement, la maintenance, la mise à niveau de carburant et l'entretien des engins de chantier sont obligatoirement effectués sur des aires de chantier dédiées.

En cas de pollution accidentelle susceptible d'avoir un impact sur le milieu marin et les usages environnants, l'entreprise doit interrompre immédiatement le dragage et le rejet y afférent et prendre toutes les dispositions nécessaires pour y faire face et éviter qu'il ne se reproduise. Le déclarant informe dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de cet incident et des mesures qui ont été prises pour y remédier.

#### **ARTICLE 13 : BILAN DES OPÉRATIONS DE DRAGAGE**

À la fin du chantier, le déclarant adresse au service chargé de la police de l'eau un document synthétique sur le déroulement de l'opération comprenant :

- les levés bathymétriques réalisés avant et après travaux,
- les volumes mis en jeu et la gestion des sédiments extraits,
- les informations consignées par l'entreprise, rappelées à l'article 11 du présent arrêté,
- une note de synthèse sur le déroulement de l'opération.

### **TITRE III - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 14 : DURÉE DE VALIDITÉ DE LA DÉCLARATION**

La déclaration est valable trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration cesse de produire effet si les travaux n'ont pas été exécutés dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 15 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATION**

Les travaux faisant l'objet du présent arrêté, sont réalisés conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice du présent arrêté.

Toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration, soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale, ou une demande d'autorisation.

## **ARTICLE 16 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente déclaration, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. À cet effet, le déclarant met à disposition des agents de contrôle, si nécessaire, les moyens nautiques permettant d'accéder aux secteurs de travaux.

## **ARTICLE 17 : TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE LA DÉCLARATION**

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que le déclarant mentionné à l'article 1 du présent arrêté, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge des travaux.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

## **ARTICLE 18 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 19 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **ARTICLE 20 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Le récépissé et un extrait de cet arrêté sont affichés pendant au moins un mois en mairie d'Agde. Cette formalité est certifiée par un procès-verbal dressé par les soins du maire et adressé au service chargé de la police de l'eau.

Une copie de la déclaration, du récépissé ainsi que des prescriptions spécifiques imposées par le présent arrêté est :

- mis à la disposition du public à la mairie d'Agde pendant un mois au moins,
- tenu à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée d'au moins six (6) mois.

## **ARTICLE 21 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les conditions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision,

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 22 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de la commune d'Agde, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au déclarant et dont une copie sera adressée, pour information, à la délégation départementale de l'agence régionale de santé de l'Hérault et à la direction départementale des territoires et de la mer.

LE PRÉFET

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Thierry LAURENT

## ANNEXE 1 : EMPRISES DES ZONES DE DRAGAGE

